23-24
Octobre

2002

Forum du secteur privé sur l'intégration sous-régional africaine

REAO / ABR / CEDEAO / UEMOA / BM / USAID / ACDI

Rapport général du forum

Table des matières

CONCLUSIONS GENERALES DU FORUM

ATELIER 1
Secteur agro-industriel

ATELIER 2
Secteur du textile

ATELIER 3
Secteur des NTIC

ATELIER 4
Secteur des PME/entrepreneuriat féminin/secteur informel

ATELIER 5
Secteur des transports

ATELIER 6
Secteur du tourisme

ATELIER 7
Secteur des finances

PLAN D'ACTION

Conclusions du Forum

Du 23 au 24 novembre 2002, s'est tenu à Accra (Ghana) un Forum du secteur privé sur l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, sur initiative du REAO (Réseau des Entrepreneurs de l'Afrique de l'Ouest), de l'ABR (African Business Roundtable), de la CEDEAO, de l'UEMOA, de la Banque Mondiale, de l'USAID et de l'ACDI.

Près de 150 participants ont pris part au Forum.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le Forum a entendu les discours de Mr Mohammed Ibn Chambas, Secrétaire exécutif de la CEDEAO, lu par Mr Frank Ofei, Directeur à la CEDEAO, de Mr Abdou Seyni, représentant l'UEMOA, de Mme Marie-Françoise Marie Nelly représentant la Banque Mondiale et de Al Hadj Bamanga Tukur, Président de l'African Business Roundtable (ABR). Ils ont tous insisté sur la nécessité des femmes et hommes d'affaires de l'Afrique de l'Ouest de saisir les opportunités offertes par une intégration régionale accrue et débarrassée des contraintes multiples qui la handicapent.

La première session plénière, présidée par Mr Mansour Cama, président de la coordination patronale au Sénégal, a ensuite regroupé des panélistes autour du thème de la vision du secteur privé pour l'intégration régionale. Trois exposés ont été présentés sur les conditions d'une insertion réussie de l'Afrique de l'Ouest dans l'économie mondiale en 2020 (texte préparé par le Dr Alioune SALL, Directeur de Futures Africa, et présenté par Mr Alioune Diagne du Cabinet Adira, Sénégal) et sur le rôle attendu du secteur privé à cet effet (par Mme Dr Bola Kuforiji, ancien ministre du commerce du Nigéria, et par Mr Mor Talla Kane du cabinet Adira). Quelques entreprises sous-régionales, connues comme des « Success Stories », Ecobank (représenté par Mr Fogan Sossah), Data Bank (représenté par Mr Ken Ofori-Atta) et Pharmacie (représenté par Gérard Mangoua), ont également présenté leurs expériences et indiqué les facteurs-clés qui ont été à la base des performances atteintes.

La seconde session plénière, présidée par Chief Mme Nike Akande, Ancien Ministre de l'Industrie du Nigeria et Présidente de l'International Development Corporation, a entendu trois présentations sur les facteurs de non compétitivité en Afrique de l'Ouest (par Mr Albert Zeufack de la Banque Mondiale) sur les barrières à l'investissement (par Mr Jacques Morisset de la Banque Mondiale) et sur l'information commerciale comme outil d'intégration comme outil de promotion de l'intégration régionale (par Mr Moubarack LO du cabinet Adira).

Les participants au Forum se sont ensuite répartis dans sept ateliers sectoriels suivants :

- atelier agro-industrie : (Modérateur: Mansour CAMA, Chairman PFS Sénégal; Panélistes: Chris Foli, Norpalm Ghana; Rui Ribeiro, Guinea Bissau; Boureïma Wonkoye, Niger)

  Introduction de la Session par Wallace Tyner, Abt associates, USA

- atelier banques / finances / assurances (Modérateur: Chief Rufus Giwa (Executive Vice-President, ABR, Nigeria); Panélistes: Stéphane Carrère, Secrétaire général Group Bank of Africa; Ken Ofori-Atta, CEO, DataBank, Ghana; Fogan Sossah, Directeur général, Ecobank Côte d'Ivoire.

  Introduction de la session par Alioune Diagne, Adira s.a., Senegal

- atelier PME-entrepreneuriat féminin-secteur informel (Modérateur: , Nigeria; Panélistes: Dr Mrs Abiola Dosumu, Chairman Superpower Nigeria Ltd; Xavier Bakyono, Directeur, Afric Audit, Burkina Faso; Mme Mara Makélé Traoré, CEO, SBI, Guinée; Maja Sonko, Sonko Jileng Enterprise, Gambia.

  Introduction session: Cheikh Oumar TALL, Adira s.a., Senegal

---

- atelier télécoms / NTIC (Modérateur: William Tevie, Network Computer Systems Ltd, Ghana); Panélistes:Tidiane SARR, Net Wyz, Senegal; Jean-Marie Noagbodji , CEO, Café Informatique, Togo.

  Introduction de la session par Moubarack LO, Adira s.a., Senegal

- atelier services de transport / logistiques / distribution (Moderator: Marcel Nikiéma , Chairman Translog, Burkina Faso) ; Panélistes: Siélé Silué, World Bank ; Dr Babajimi Olusola, CEO, Ecoair, Nigeria ;

  Introduction session: Babacar Diop, Adira s.a., Senegal

- atelier tourisme : Modérateur : Charles Ukomadu, Secrétaire général de l'Association des professionnels du tourisme, Nigeria; Panelists: Djibril Tabouré, DG, ATS Travel Agency, Mali; James Owusu-Bonsu, Vanef Ltd.
  Introduction session: Papier préparé par la Banque Mondiale et présenté par Mor Talla Kane, Adira s.a., Senegal

- atelier textile : Modérateur: Gilles Moisan, GTP Group, Ghana; Panélistes: Mme Aïssatou Edith Dionne, ADT, Senegal; Etubi , AREWA TEXTILES LTD, Nigeria; Ibrahima FALL, CEO NSTS Senegal.

  Introduction de la session par Charles Krakoff, Abt Associates, USA

Chacun des ateliers a passé en revue les contraintes spécifiques vécues dans les différents secteurs et proposé des solutions pour y remédier.

A l'issue du Forum, les participants ont adopté les conclusions suivantes :

1. Le Forum considère que, dans le nouveau contexte de la mondialisation, l'intégration régionale s'impose comme une nécessité pour les économies africaines comme pour les opérateurs économiques du continent, pour développer une masse critique seule à même de supporter la concurrence internationale. En outre, le niveau régional constitue un terrain d'apprentissage et de test pour le secteur privé africain, avant de se lancer dans les marchés internationaux.

2. Le Forum salue l'engagement des Chefs d'Etat et de gouvernement africains pour faire avancer le processus d'intégration en Afrique, avec la création récente de l'Union africaine et du NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique), mais aussi en Afrique de l'Ouest avec la relance des activités de la CEDEAO et de l'UEMOA.

3. Il est indispensable d'impliquer le secteur privé dans le processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. C'est pourquoi le Forum s'est fixé pour objet de préciser les modalités concrètes du rôle du secteur privé dans ce processus.

4. Le préalable et la première étape d'une intégration régionale réussie, c'est la promotion de la paix, de la sécurité et de la bonne gouvernance dans la sous-région. Le secteur privé pense qu'il a un rôle à jouer à cet effet et souhaite ardemment être coopté comme observateur dans les instances régionales de résolution des conflits.

5. Il importe aussi, pour que l'intégration progresse réellement en Afrique de l'Ouest, de lever toutes les barrières qui handicapent la marche vers cet objectif, y compris celles qui concernent les procédures administratives et les facteurs de non compétitivité en Afrique de l'Ouest. C'est dans cette perspective que le Forum recommande la création d'un **Observatoire de la compétitivité internationale de l'Afrique de l'Ouest** et propose à la CEDEAO, à l'UEMOA, à la Banque Mondiale et aux autres partenaires au développement d'étudier, en relation avec les organisations régionales du secteur privé (notamment l'ABR et le REAO), les modalités de sa mise en place dans les meilleurs délais .

6. Considérant aussi le rôle de l'information commerciale comme outil de promotion de l'intégration régionale, le Forum recommande la création d'un réseau régional intégré d'information commerciale, géré en partenariat par la CEDEAO, l'UEMOA, les Etats de la sous-région et les organisations du secteur privé, et utilisant les nouvelles technologies de l'information.

7. **Au niveau sectoriel, le Forum recommande :**

Pour le secteur de l'agro-industrie :

- développer l'accès à l'information (promotion de réseaux d'information économique et commerciale)
- rationaliser au niveau sous-régional l'appui à l'entrepreneuriat et au développement de l'entreprise (financement, mobilisation de l'épargne privée, développement des infrastructures et réduction des coûts des facteurs etc.) ;
- renforcer les capacités par la formation des ressources humaines et la promotion de la recherche : création de centres techniques agro-alimentaires à vocation sous-régionale, vulgarisation des résultats de la recherche, etc.;

- promouvoir la qualité (appui à la production, labelisation, ...)
- sélectionner quelques Filières pour des études approfondies, afin d'y envisager des programmes de développement à l'échelle sous-régionale : lait / viande / cuir; pêche; fruits et légumes; oléagineux; coton .

Pour le secteur des Technologies de l'information et de la communication

- organiser dans les plus brefs délais une réunion au sommet des plus haut décideurs d'Etat de l'Afrique de l'Ouest portant sur les Technologies de l'information et de la communication, en vue de définir une vision régionale et des visions nationales claires et concrètes visant le développement des TIC, en y associant pleinement le secteur privé. Cette vision devra ensuite être transformée en plan d'actions opérationnel. La CEDEAO et l'UEMOA devront travailler à coordonner étroitement leurs actions à cet égard ;
- harmoniser le cadre juridique du secteur des TIC en Afrique de l'Ouest, à travers un code de conduite commun ayant force réglementaire, et instituer dans tous les pays des autorités indépendantes de régulation ;
- supprimer la taxation sur les équipements relatifs aux TIC qui persiste dans certains pays de la CEDEAO ;
- créer une association régionale des professionnels des TIC ;
- mettre en place des projets pilotes d'incubateurs dans la sous-région et des fonds de capital risque dédiés au secteur des TIC ;
- créer un centre régional d'excellence pour la formation aux métiers des TIC, dans le cadre d'un partenariat impliquant les institutions sous-régionales, les Etats et le secteur privé ;

- encourager les entreprises spécialisées, par des incitations fiscales notamment, à développer des offres de formation gratuites en direction des jeunes.

Pour le secteur du tourisme

- adopter un code communautaire des investissements suffisamment incitatif pour rendre le secteur plus attractif aux investisseurs ;
- envisager pour le court terme la création de centres régionaux de formation aux métiers du tourisme ;
- corriger l'image négative de l'Afrique de l'Ouest que véhicule la presse ;
- encourager les activités de promotion au niveau régional ;
- organiser la présence conjointe des pays de la zone dans les pays émetteurs de touristes;
- promouvoir le partenariat entre opérateurs privés de la région;
- encourager la création d'une compagnie aérienne à forte participation régionale ;
- organiser dans les meilleurs délais une rencontre régionale des professionnels du secteur, en vue de la création d'une association professionnelle régionale.

Pour le secteur transport/logistique

- mettre à jour, harmoniser au niveau régional et appliquer les textes réglementaires dans le domaine des transports
- accélérer la mise en place des observatoires des pratiques anormales sur les corridors
- engager les gouvernements au respect de la réglementation en matière de facilitation des transports
- identifier et construire un réseau d'intérêt régional
- définir un cadre régional de renforcement des capacités et définir des critères régionaux pour la profession.

Pour le secteur financier

- compiler une liste de toutes les sources de financement de la PME dans la sous-région ;
- créer des fonds de soutien aux projets des PME rurales et du secteur informel ;
- promouvoir le financement transfrontalier des activités économiques : par l'harmonisation des réglementations et des procédures, par l'encouragement des banques à ouvrir des branches dans plusieurs pays, par l'incitation des entreprises à lever des fonds au niveau régional
- créer une compagnie ouest-africaine de ré-assurance ;
- impliquer l'Association des Banques de l'Afrique de l'Ouest dans le processus de création d'une seconde zone monétaire et dans le suivi du Forum.

POUR LE SECTEUR PME/ENTREPRENEURIAT FEMININ/SECTEUR INFORMEL

- créer un Centre de conseil et d'incubation des PME au niveau régional. Ce centre pourrait notamment entreprendre au niveau sous-régional des programmes de formation et d'appui-conseil qui viendraient renforcer les initiatives nationales ;
- mettre en place une base de données sur les PME au niveau de la CEDEAO et de l'UEMOA ;
- encourager la mise à contribution des institutions sous-régionales de capital risque, de financement et de garantie pour le renforcement des politiques nationales de financement ;
- promouvoir les produits des PME de la région, par l'organisation de foires spécialisées et par la levée des contraintes d'accès aux marchés de la région ;
- identifier des mesures de facilitation du transit des marchandises au niveau des frontières des pays de la région;
- veiller à l'application effective des protocoles de la CEDEAO ;
- intégrer pleinement les femmes entrepreneurs dans le processus d'intégration régionale ;
- encourager au niveau sous-régional des concertations entre les administrations judiciaires, fiscales et douanières, en vue de l'allègement et de l'harmonisation des formalités et procédures administratives concernant la création et le développement des PME.

POUR LE SECTEUR TEXTILE

- élaborer une vision régionale de l'industrialisation textile: définition de politiques et de stratégies pour l'industrialisation textile de la région;
- réguler au niveau régional l'importation de la friperie;
– élargir l'OPICT (organisation professionnelles des industries cotonnières et textiles des pays de l'UEMOA), créée en 2001, à l'ensemble des pays de la CEDEAO ;
- renforcer les capacités de l'OPICT.

8. Modalités de suivi du Forum

Le Forum recommande :

- de mettre en place un Comité de suivi du Forum composé de représentants de l'African Business Roudtable (ABR), du Réseau des Entrepreneurs de l'Afrique de l'Ouest (REAO), de la CEDEAO, de l'UEMOA, de la Banque Mondiale, de l'Agence Canadienne de Coopération Internationale (ACDI), de l'USAID, de l'Union Européenne et de l'OCDE / Club du Sahel ;
- d'intégrer les recommandations du Forum dans les programmes et plans d'actions des institutions régionales, des Etats de la sous-région et des partenaires au développement;
- d'institutionnaliser le Forum du secteur privé sur l'intégration en Afrique de l'Ouest, en l'organisant annuellement (à une période fixe);
- de créer un site Web sur l'interaction secteur privé / intégration régionale en Afrique de l'Ouest.

Fait à Accra, le 24 octobre 2002

Atelier

1

LE SECTEUR AGRO-INDUSTRIEL EN AFRIQUE DE L'OUEST

I- Opportunités de l'Agro-business

Secteur présentant le plus d'opportunités en Afrique de l'Ouest:

- plus de 50 % de la population s'adonnant à l'agriculture
- Engagement accru des Gouvernements et des bailleurs
- Le secteur privé très présent dans l'agro-business, est réputé être plus efficace que le secteur public et peut, en partenariat avec ce dernier et les bailleurs de fonds, être le moteur de sa modernisation et de son développement
- Taille du marché sous régional et forte demande
- Le marché sous-régional est plus ouvert et les marchés d'exportation peuvent offrir de nouvelles opportunités
- Retour sur investissement rapide pour certaines filières (ex: laiterie du Niger; noix de cajou en Guinée Bissau .

Opportunités Pays/Filières

	Fruits / leg	Céréales	Tubercules	Oléagineux	Elevage	Pêche	Noix Cajou	Autres
Benin	*	*				**	***	
Burkina Faso	**	*		***	**			
Cape Verde	*					**		
Côte d'Ivoire	**				**	*	**	**
Gambia	**		*	**	*	**		*
Ghana	**		*	**	*	**		*
Guinea	**					***		
Guinea Bissau						**		
Mali	*	**		*	***			*
Mauritania					**	***		
Niger	**				**			**
Nigeria			**	**	*			**
Senegal	**	*			*	**		
Sierra Leone						*		
Togo	*			**	*			*

Sources : www.agro-ind.com

II- Obstacles de l'Agro-business

- Environnement politique fragile / conflits
- Niveau faible de sensibilisation des populations
- Effets négatifs du commerce informel
- Dégradation des ressources naturelles
- Coûts élevés des facteurs (transport, énergie, communication, procédures administratives etc.)
- Faible transformation des produits de base (1% pour le cas de l'exploitation de noix de cajou en Guinée Bissau:110.000 T exportées en Inde (600$ / T) revendues après transformation à 5.000$ / T).
- Surexploitation des ressources (cas de la pêche au Sénégal)
- Insuffisance de l'intégration industrielle (chaîne de froid, intrants, transformation, emballage etc.)
- Manque de vision et de capacité d'anticipation des dirigeants d'entreprise
- Absence de stratégie d'entreprise
- Irrégularité de l'approvisionnement en matières premières
- Menaces de la concurrence avec l'application très prochaine des règles de l'OMC dans un contexte de maintien des subventions des pays du nord à leur agriculture
- Règles phytosanitaires pour l'accès aux marchés du Nord
- Problème de l'accès au financement et de son inadaptation
- Sécurisation des transactions financières
- Circulation des personnes et des biens
- Faiblesse de la formation et de la qualité des ressources humaines

III- Défis à relever

- Amélioration de la qualité par le renforcement de la capacité des PME agro-industrielles et mise à disposition des résultats de la recherche dont les capacités doivent être renforcées
- Augmentation des transactions commerciales et réduction des coûts de production
- Développement d'une Valeur Ajoutée manufacturière régionale, la simple exportation de matières premières n'étant pas viable
- Capacité à être présent sur le marché international (marché du nord et de l'Asie)
- Développement de la complémentarité économique sous-régionale
- Prise en compte des aspects environnementaux et du développement durable
- Intégration des plans adoptés lors des forums de ce genre, par les États et les institutions régionales dans leurs politiques
- Adoption de nouvelles méthodes de production (cas de l'aquaculture pour résoudre le problème de la pêche)

- Révision des nouveaux paramètres de l'intégration économique en structurant de manière cohérente l'activité économique au sein de l'espace géographique régional (politique commune d'aménagement du territoire)
- Harmonisation des normes de qualité et des normes sanitaires
- Renforcement du partenariat secteur public, secteur privé, acteurs à la base et organisations d'appui au développement. Dans ce cadre, il s'agira de promouvoir des associations professionnelles sous-régionales par filière.

IV- Priorités pour le développement de l'agro-business dans le cadre de l'intégration régionale

Le groupe de travail sur l'Agro-business considère que l'identification des priorités ci-dessous exposées, doit être le cadre de mobilisation des institutions régionales, des États concernés ainsi que celle des bailleurs de fonds et du secteur privé autour des filières mentionnées comme priorité N°5 afin d'entreprendre une approche proactive qui ait valeur de démarche pilote. Cette approche qui va au-delà des considérations théoriques, doit permettre non seulement de tester les volontés des uns et des autres, mais surtout pour le secteur privé d'exercer sa responsabilité d'investisseur; de producteur de richesses et de croissance.

V- Cinq priorités pour le développement de l'agro-business dans le cadre de l'intégration régionale

1) Accès à l'information(promotion de réseaux d'information économique et commerciale)
2) Rationalisation au niveau sous-régional de l'appui à l'entrepreneuriat et au développement de l'entreprise (financement, mobilisation de l'épargne privée, développement des infrastructures et réduction des coûts des facteurs etc.)
3) Renforcement des capacités par la formation des ressources humaines et la promotion de la recherche (centres techniques agro-alimentaires à vocation sous-régionale, vulgarisation des résultats de la recherche etc.)
4) Promotion de la qualité: appui à la production, labelisation etc.)
5) Filières sélectionnées pour étude et développement (à approfondir avec l'appui de l'OCDE- Club du Sahel) :

- Lait / viande / cuir
- Pêche
- Fruits et légumes
- Oléagineux
- Coton

Atelier

2

LE SECTEUR TEXTILE EN AFRIQUE DE L'OUEST

PROBLEMES RECOMMANDATIONS/ ACTIONS/RESPONSABLES

	Institutions régionales	**Etats**	**Secteur prive**
1Absence d'une stratégie d'industrialisation textile dans la plupart des pays de la région	Elaborer une Vision régionale de l'industrialisation textile, ainsi que des plans d'action chiffrés et datés	S'inspirer de la vision régionale et des plans régionaux pour concevoir et mettre en œuvre leur propres politiques nationales dans le secteur des TIC	Apporter une contribution active à la préparation et à l'application de la vision et des plans d'action
2. Fraude- importation de produits d'Asie à des prix de dumping	Harmonisation des taxes, renforcement de la collaboration des services de douanes et fiscaux au plan régional	Harmonisation des taxes, renforcement de la collaboration des services de douanes et fiscaux au plan régional	
3. Importance de la friperie	Régulation de l'importation de la friperie Explorer les moyens dans le cadre de l'OMC	Régulation de l'importation de la friperie Explorer les moyens dans le cadre de l'OMC	
4. organisation insuffisante des professionnels de la filière coton – textile	Encourager la création d'une fédération des professionnels de la filière et aider au renforcement de ses capacités		Créer une Fédération des acteurs des filières coton et textile, par l'élargissement de l'OPICT (organisation professionnelles des industries cotonnières et textiles des pays de l'UEMOA), créée en 2001 à l'ensemble des pays de la CEDEAO

Suivi du Forum :

- mettre en place un comité de suivi de l'atelier composé de représentants du Ghana, du Nigeria et du Sénégal

- organiser un forum annuel pour le suivi des actions initiées par le secteur privé.

Atelier

3

LE SECTEUR DES NTIC EN AFRIQUE DE L'OUEST

PROBLEMES	RECOMMANDATIONS/ ACTIONS/RESPONSABLES

	Institutions régionales	Etats	Secteur prive
1.Absence d'une vision claire du développement du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC)	Organiser une réunion au sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement sur le thème des TIC Elaborer une vision du développement du secteur, ainsi qu'un plan d'actions daté et chiffré Coordonner les initiatives de l'UEMOA et de la CEDEAO	S'inspirer de la vision régionale et des plans régionaux pour concevoir et mettre en œuvre leur propres politiques nationales dans le secteur des TIC	Apporter une contribution active à la préparation et à l'application de la vision et des plans d'action
2. Absence d'un cadre juridique et réglementaire harmonisé	Elaborer un code commun des télécommunications et des technologies de l'information Elaborer un code de conduite régional précisant certains principes fondamentaux comme celui de l'indépendance des autorités de régulation des TIC	Mettre à jour les textes réglementant le secteur des TIC Mettre en place des agences de régulation indépendantes	
3. Faible niveau d'équipement des populations		Supprimer la taxe sur les équipements en vigueur dans certains pays de la CEDEAO	

4. Absence d'instruments financiers adaptés	Créer des fonds de capital-risque dédiés au secteur des TIC dans les institutions financières régionales (Cauris investissement, Banque d'Investissement de la CEDEAO, etc.)		
5. Faiblesse de l'offre de formation	Créer un centre régional d'excellence pour la formation aux métiers des TIC	Les Etats peuvent proposer des offres à la CEDEAO pour recevoir l'école dans leur pays Encourager les entreprises spécialisées, par des incitations fiscales notamment, à développer des offres de formation gratuites en direction des jeunes	Le secteur privé devra contribuer à la gestion du centre Offrir des formations gratuites aux jeunes
6. Absence d'incubateurs	Mettre en place des projets pilotes d'incubateurs dans la sous-région	Contribuer à la mise en œuvre des projets régionaux et initier d'autres projets dans les pays	Contribuer à la mise en œuvre des projets
7. Absence d'associations professionnelles	Encourager la création d'associations professionnelles		Créer une association professionnelle régionale Promouvoir le partenariat entre opérateurs privés

Suivi du Forum :

- tenir annuellement le Forum du secteur privé sur l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest ;
- créer un site Web du Forum.

Atelier

4

LE SECTEUR DES PME EN AFRIQUE DE L'OUEST ET L'ENTREPRENEURIAT FEMININ

Problèmes	Institutions régionlaes	Govermments	Secteur privé
1. Financement inadapté des PME	Négocier des fonds spéciaux pour les PME avec les bailleurs de bailleurs	Négocier des fonds spéciaux pour les PME avec les bailleurs de bailleurs Les Etat doivent donner des subventions et des crédits concessionnels aux PME	Participer aux négociations des fonds spéciaux Lever des crédits syndiqués Les banques commerciales de l'Afrique de l'Ouest doivent mettre en place des instruments financiers appropriés pour les PME
2. Environnement des affaires handicapant : - procédures et formalités administratives longues et complexes - coût élevé de création d'une PME	Prendre des mesures d'harmonisation et de simplification des procédures au niveau régional Uniformiser les documents pour les activités transfrontalières	Simplifier les procédures et formalités	Proposer des mesures de simplification des procédures L'ABR et le REAO doivent contribuer à l'application des protocoles de la CEDEAO
3. Inexistence de politiques claires de développement des PME	Elaborer un livre-blanc de la CEDEAO pour le développement des PME Harmoniser la définition de PME au niveau régional	Concevoir des politiques nationales de promotion des PME inspirées du livre-blanc de la CEDEAO	Participer à l'élaboration des politiques
4. Faiblesse des capacités des PME	Encourager le partage des expériences de renforcement des capacités entre les pays création d'une base de données sur les PME	Développement des capacités des PME en gestion, en technique de production et en NTIC	

	Création d'un Centre régional de Conseil pour les PME		
5. Inexistence de joint-ventures entre les PME de la région	Organiser des foires et salons régionaux spécialement dédiés aux PME		Développer des partenariats d'affaires entre les PME de la région
6. Faible rôle des femmes dans la gestion des PME	Promouvoir des programmes régionaux orientés vers le développement de l'entrepreneuriat féminin	Elaborer des politiques et programmes nationaux de promotion de l'entrepreneuriat féminin	Développer des associations régionales de femmes entrepreneurs

Modalités de suivi du Forum

1- Mettre sur pied un Comité de suivi
2- L'ABR et le REAO doivent y jouer un rôle leader.

Atelier

5

LE SECTEUR DES TRANSPORTS ET DE LOGISTIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

PROBLEMES CONTRAINTES ET OBSTACLES A LA FLUIDITE DU TRAFIC DU TRANSPORT.	ROLES / ACTIONS		
	INSTITUTIONS REGIONALES	**Etats**	**SECTEUR PRIVE**
1. Dysfonctionnement entre les textes nationaux, accords bilatéraux et réglementations régionales	Mise à jour et harmonisation des textes réglementaires dans le domaine des Transports.	Application au niveau national des textes issus de l'harmonisation des réglementations des Transports.	Etude et propositions de la mise à jour et de l'harmonisation des réglementations des Transports au niveau national et régional.
2. Tracasseries au niveau des mouvements des Personnes et des Biens	Réalisation des Etudes de mise en place des Observatoires des pratiques anormales sur les Corridors.	Application des recommandations issues de la mise en place des Observatoires.	Collecte et diffusion des informations issues des Observatoires Participation à la mise en place et à la gestion des Corridors.
3. Insuffisance et mauvaise qualité des infrastructures	Identification d'un réseau d'intérêt Régional Contribution à la recherche de financement (critères régionaux) Encouragement des Etats à entretenir les Routes.	Engagement des Etats à assurer l'entretien des routes et à respecter la Réglementation en matière de facilitation des Transports.	Contribution à la gestion et au financement des infrastructures des Transports (péages, Fonds routiers, etc…)

4. Absence de professionnalisme dans le Secteur des transports	Définition d'un cadre régional de renforcement des capacités et de critères régionaux pour l'exercice de la profession.	Offrir un cadre de renforcement des capacités	Assurer la formation des acteurs du Transport.

Suivi du Forum

1 – Mettre en place un mécanisme et un Comité de suivi des recommandations du Forum.

2 – Utiliser toutes les opportunités de rencontres et séminaires pour faire le point et sensibiliser
l'ensemble des acteurs.

3 – Utiliser la tribune du Programme des Politiques des Transports en Afrique Subsaharienne (SSATP) pour le suivi du plan d'action.

Atelier

6

LE SECTEUR DU TOURISME EN AFRIQUE DE L'OUEST

PROBLEMES RECOMMANDATIONS/ ACTIONS/RESPONSABLES

	Institutions régionales	**Gouvernement**	**Secteur prive**
1.Faible prise de conscience par les dirigeants, les institutions internationales et l'opinion de l'importance économique du secteur touristique dans nos économies.	Mettre en place un cadre incitatif pour les investisseurs Mettre en œuvre une meilleure politique d'information et de sensibilisation Mettre en place un compte satellite du tourisme et créer un observatoire des statistiques du secteur	Mettre en place un cadre incitatif pour les investisseurs Mettre en œuvre une meilleure politique d'information et de sensibilisation Mettre en place un compte satellite du tourisme et créer un observatoire des statistiques du secteur	
2. Insuffisance des fréquences aériennes, Rareté des liaisons transversales Coût élevé du transport et absence quasi-totale de charters.	Encourager la création d'une compagnie aérienne à forte participation régionale, Assurer une plus grande fluidité du type de forfaits proposés A court terme, encourager la concurrence entre compagnies aériennes nationales.		Contribuer à la création d'une compagnie aérienne régionale

3. Faible niveau de qualification et défaillances des ressources humaines	Améliorer la qualité des ressources humaines à travers la formation continue et le perfectionnement du personnel en activité Envisager pour le court terme la création de centres régionaux de formation aux métiers du tourisme	Améliorer la qualité des ressources humaines à travers la formation continue et le perfectionnement du personnel en activité	Améliorer la qualité des ressources humaines à travers la formation continue et le perfectionnement du personnel en activité
4. Faiblesse du financement alloué au secteur touristique et inadaptation du cadre incitatif	Promouvoir la mise en place de lignes de crédit spécifique orienté vers le secteur Adopter un code communautaire des investissement suffisamment incitatif pour rendre le secteur plus attractif aux investisseurs	Promouvoir la mise en place de lignes de crédit spécifique orienté vers le secteur Réinjecter dans le secteur les ressources collectées au titre de l'activité touristique	Les banques privées doivent adapter les produits financiers aux caractéristiques du secteur touristique
5. Absence de véritables politiques volontaristes de promotion du secteur Méthodes de marketing, de commercialisation et de distribution inadaptées	Encourager les activités de promotion touristique Utilisation des nouveaux des NTIC dans le marketing Encourager les activités de promotion au niveau régional Encourager la présence conjointe des pays de la zone dans les pays émetteurs	Encourager les activités de promotion touristique Utilisation des nouveaux des NTIC dans le marketing Encourager les activités de promotion au niveau régional Encourager la présence conjointe des pays de la zone dans les pays émetteurs	Encourager les activités de promotion touristique Utilisation des nouveaux des NTIC dans le marketing Encourager les activités de promotion au niveau régional Encourager la présence conjointe des pays de la zone dans les pays émetteurs
6. Mauvaise image dont souffre l'Afrique en général et la région en particulier en matière de sécurité et de qualité	Garantir une meilleure qualité du produit touristique par la mise en oeuvre de plan d'action sécurité et protection Corriger l'image négative que véhicule la presse Conduire dans chaque pays des actions d'éducation d'information et de sensibilisation		

7. mal organisation des professionnels du secteur au niveau régional	Encourager la création d'une association professionnelle régionale		Créer une association professionnelle régionale Promouvoir le partenariat entre opérateurs privés

Suivi du forum

1- Multiplier ces genres de rencontres en associant fortement les professionnels. La CEDEAO pourrait se organiser ces rencontres.

2- Les recommandations issues de ce forum devraient être intégrées dans les programmes et plans d'actions des institutions régionales et sous-régionales

3- Organiser dans les meilleurs délais une rencontre régionales des professionnels du secteur

Atelier

7

LE SECTEUR DES FINANCES EN AFRIQUE DE L'OUEST

PROBLEMES RECOMMANDATIONS/ ACTIONS/RESPONSABLES

	Institutions régionales	**Etats**	**Secteur prive**
FUNDING AND GUARANTEES FOR SME's	Compile a list of the sources of fund for SME's Creation of support Funds for SME's to also support the projects of Rural and Informel Sectors. Preparation and Documentations of SME Projects Management of SME must be strengthened. A review by a Regional Body such as Ecowas to identify the experiences of the past on SME funding.	Compile a list of the sources of fund for SME's Creation of support Funds for SME's to also support the projects of Rural and Informel Sectors. Preparation and Documentations of SME Projects	Banks to contribute a percentage of their profit to deprived sector Mobilize pension fund for Investment
3.CROSS BORDER FUNDING / STOCK TRADING AND LISTING & MOBILITY OF CAPITAL	- Regional Integration is the answer - Uniform Laws, rules and procedures - Standard documentation and uniform documentory standards		Regional banks having branches and operating in more than one company Consider ways and means to encourage companies in the region to issue bonds across the region

3. INFLATION, EXCHANGE RATE AND INTEREST RATE ISSUES	- Second Monetary zone to become a reality on Time	- Good macro economic and fiscal policies will be the answer.	
4. Inexistence of West African Reinsurance Group	**Encourage the creation of a West African Reinsurance Group**	-	**Create a West African Reinsurance Group** Which can be re –insured with Lords in Europe – To cover risks Placing Insurance Preminum abroad for better returns insurances.

Follow up actions:

1. List out all the Regional Institutions that are working to provide solution to SME by ECOWAS SECRETARIAT.

2. West African Banking Association to produce an input on the time table for Second Monetary Zone. Identify the regulations and Laws that needs to be harmonised.

3. ABR and WAEN to work with the Federation of West African Chambers of Commerce, the West African Bankers Association, the Regional Institutions, the States and the Donors, for the implementation of all Recommendations of the Forum. These recommendations should be listed with Actions that are specific, responsibility deprived time bound, with benchmarks, for monitoirng and regular follow up.

Plan d'action du Forum

PROBLEMES	RECOMMANDATIONS/ ACTIONS/RESPONSABLES

	Institutions régionales	**Etats**	**Secteur privé**
0. Persistance de tensions dans la sous-région	Promouvoir la paix, la sécurité et la bonne gouvernance dans la sous-région	Promouvoir la paix, la sécurité et la bonne gouvernance dans la sous-région	Participer aux instances régionales de résolution des conflits
1. Absence d'une vision claire du développement des secteurs	Elaborer une vision du développement de chaque secteur, ainsi qu'un plan d'actions daté et chiffré Coordonner les initiatives de l'UEMOA et de la CEDEAO	S'inspirer de la vision régionale et des plans régionaux pour concevoir et mettre en œuvre leur propres politiques nationales dans des secteurs	Apporter une contribution active à la préparation et à l'application de la vision et des plans d'action
2. Absence d'un cadre juridique et réglementaire harmonisé	Mettre à jour et harmoniser les textes réglementaires dans tous les secteurs Elaborer un code de conduite dans chaque secteur précisant les principes fondamentaux que chaque Etat devra respecter	Appliquer effectivement au niveau national les textes issus de l'harmonisation des réglementations	Faire des études en vue de propositions de mise à jour et de l'harmonisation des réglementations

	En particulier, élaborer un code communautaire des investissements et un code commun dans les secteurs des TIC		
3. Environnement des affaires handicapant :	Créer un Observatoire international de la Compétitivité en Afrique de l'Ouest	Créer un Observatoire international de la Compétitivité en Afrique de l'Ouest	Créer un Observatoire international de la Compétitivité en Afrique de l'Ouest
- procédures et formalités administratives longues et complexes	Prendre des mesures d'harmonisation et de simplification des procédures au niveau régional Uniformiser les documents pour les activités transfrontalières	Simplifier les procédures et formalités	Proposer des mesures de simplification des procédures
- coût élevé de création d'une PME		Alléger les coûts de création de PME	
- Tracasseries au niveau des mouvements des Personnes et des Biens	Etudier et mettre en en place des Observatoires des pratiques anormales sur les Corridors et les frontières, et plus généralement des mécanismes de facilitation des mouvements.	Prendre des mesures concrètes pour rendre fluide la circulation des personnes et des biens à l'intérieur du territoire communautaire	Faire un listing des obstacles rencontrés par les opérateurs économiques dans leurs mouvements et en informer les observatoires, les institutions régionales et les Etats. Participation à la mise en place et à la gestion des mécanismes de facilitation des mouvements de personnes et de biens
-coût élevé des facteurs de production (eau, énergie, transport, notamment)	Identifier des moyens de réduction des coûts de facteurs de production	Identifier des moyens de réduction des coûts de facteurs de production	Identifier des moyens de réduction des coûts de facteurs de production

4. Faible rôle des femmes dans la gestion des PME	Promouvoir des programmes régionaux orientés vers le développement de l'entrepreneuriat féminin	Elaborer des politiques et programmes nationaux de promotion de l'entrepreneuriat féminin	Développer des associations régionales de femmes entrepreneurs
5. Faible niveau d'équipement des ménages et des entreprises en matériels NTIC	Supprimer la taxe sur les équipements en vigueur dans certains pays de la CEDEAO	Supprimer la taxe sur les équipements en vigueur dans certains pays de la CEDEAO	
6. Absence d'instruments financiers adaptés, faiblesse du financement trans-frontalier	Créer des fonds de capital-risque dédiés au secteur des TIC dans les institutions financières régionales (Cauris investissement, Banque d'Investissement de la CEDEAO, etc.) Mettre en place des règles et procédures uniformes, ainsi que les normes documentaires	Négocier des fonds spéciaux pour les PME avec les bailleurs de bailleurs Les Etat doivent donner des subventions et des crédits concessionnels aux PME	Les banques de la région doivent chercher à ouvrir des branches et opérer dans plusieurs pays Encourager les entreprises de la région à émettre des bonds dans toute la région
7. Insuffisance et mauvaise qualité des infrastructures et de l'offre de formation dans la région	Promouvoir la réalisation de projets communs d'intérêt régional Identifier un réseau routier d'intérêt Régional et contribuer à la recherche de financement (critères régionaux)		Le secteur privé devra contribuer à la réalisation et à la gestion des infrastructures régionales (BOT, prise de participations, cooptation dans les conseils d'administration, etc.)

	Encourager la création d'une compagnie aérienne à forte participation régionale Créer des centres régionaux d'excellence pour la formation aux métiers dans chaque secteur	 Les Etats peuvent proposer des offres à pour participer aux projets de centres d'excellence régionaux	Contribuer à la création d'une compagnie aérienne à forte participation régionale Offrir des formations gratuites aux jeunes
8. Encadrement inadapté des PME et des entreprises émergentes (Start-up)	Encourager le partage des expériences de renforcement des capacités entre les pays Création d'une base de données sur les PME Création d'un Centre régional de Conseil pour les PME Mettre en place des projets pilotes d'incubateurs dans la sous-région	Contribuer à la mise en œuvre des projets régionaux et initier d'autres projets dans les pays Développement des capacités des PME en gestion, en technique de production et en NTIC	Contribuer à la mise en œuvre des projets
9. Fraude : importation de produits à des prix de dumping Importance de la friperie	Harmonisation des taxes, renforcement de la collaboration des services de douanes et fiscaux au plan régional Régulation de l'importation de la friperie Explorer les moyens dans le cadre de l'OMC	Harmonisation des taxes, renforcement de la collaboration des services de douanes et fiscaux au plan régional Régulation de l'importation de la friperie Explorer les moyens dans le cadre de l'OMC	

10.Mal organisation de l'information économique et commerciale	Créer un réseau régional intégré d'information économique et commerciale	Créer un réseau régional intégré d'information économique et commerciale	
11. Absence de programmes conjoints de promotion des investissements	Encourager les activités de promotion de l'investissement au niveau régional Corriger l'image négative que véhicule la presse	Encourager les activités de promotion de l'investissement au niveau régional Corriger l'image négative que véhicule la presse	Encourager les activités de promotion de l'investissement au niveau régional Corriger l'image négative que véhicule la presse
12. Absence d'associations professionnelles et de joint-ventures entre les entreprises de la région	Encourager la création d'associations professionnelles régionales et aider au renforcement de leurs capacités Organiser des foires et salons régionaux	Encourager la création d'associations professionnelles régionales et aider au renforcement de leurs capacités Organiser des foires et salons régionaux	Créer une association professionnelle régionale dans chaque secteur En particulier, élargir l'OPICT (organisation professionnelles des industries cotonnières et textiles des pays de l'UEMOA), créée en 2001 à l'ensemble des pays de la CEDEAO Organiser des foires et salons régionaux Bâtir des relations d'affaires entre opérateurs privés

Modalités de Suivi du Forum :

- mettre en place un Comité de suivi du Forum composé de représentants de l'African Business Roudtable (ABR), du Réseau des Entrepreneurs de l'Afrique de l'Ouest (REAO), de la CEDEAO, de l'UEMOA, de la Banque Mondiale, de l'Agence Canadienne de Coopération Internationale (ACDI), de l'USAID, de l'Union Européenne et de l'OCDE/Club du Sahel ;

- d'intégrer les recommandations du Forum dans les programmes et plans d'actions des institutions régionales, des Etats de la sous-région et des partenaires au développement;

- d'institutionnaliser le Forum du secteur privé sur l'intégration en Afrique de l'Ouest, en l'organisant annuellement (à une période fixe);
- utiliser toutes les opportunités de rencontres et séminaires pour faire le point et sensibiliser l'ensemble des acteurs
- créer un site Web sur l'interaction secteur privé/intégration régionale en Afrique de l'Ouest

Liste des participants / List of participants

1. Entrepreneurs

Niger

- Boureïma WANKOYE, Président REAO, entrepreneur agro-business

Gambia

- Maja Sonko, Managing Director, Sonkojileng Enterprises Ltd
- Mr Diallo, Chamber of Commerce
- Mr Mam Cherno, Chamber of Commerce

Sénégal

- Mansour Cama, Président de la CNES (patronat sénégalais)
- Ibrahima Macodou Fall, PDG NSTS (textile)
- Victor NDiaye, Président REAO-Sénégal *
- Mme Aïssatou Edith Dionne, CEO ADT (SME)
- Tidiane Sarr, CEO, Net Wyz (NTIC)

Mali

- Djibril Tabouré, MD, ATS (tourism and travel agency)

Burkina Faso

- Marcel Nikiéma, MD, COFAMA (Maritime transport)
- Xavier Bakoyono, Président REAO-Burkina

Bénin

- Stéphane Carrère, Secretary General , Group Bank of Africa,
- Stéphane Kpamegan, Group Bank of Africa

Nigéria

- Al Hadj Bamanga Tukur, Executive President ABR
- Chief Dr Rufus Giwa, Executive Vice-President ABR, Chairman RFG Ltd
- Chief Mrs Nike Akandé, Chairman, International Development Co Ltd.
- Dr Bola Kuforiji
- Harris Usman Etubi, Asst. General Manager, Arewa Textiles Plc
- Dr Oluyemisi Olusola, ECOAIR Ltd & ABR
- Alhaji Bamanga Tukur, Executive President, African Business Rountable
- H H The Otumba Ayora, Chairman, VYB Industries Limited
- Mrs Abiola Dosumu, Chairman Superpower Nigeria Ltd.
- Capt. Paul Mamman Thahal, Chairman, Lassa Ltd.
- Sam Cookey, President REAO-Nigéria
- Yusuf Turundu, Executve Assistant to the President of ABR
- Aguri Akusoba, ECOWAS
- Mactar Ly, ECOWAS
- Abiola Atomori , ECOWAS Secretariat
- Catherine Oluitan, ECOWAS Secretariat
- Charles Ukomadu,Secretary General, Association of Nigerian Tourist Industry
- Nicholas Oshumare, Principal Program Officer, Tourism – ECOWAS Sectariat
- Christian Adovelande, President, ECOWAS Bank for Inv. & Development
- Boraje Limane, Principal Officer –Industry, ECOWAS Secretariat
- Sam Cookey Jr, EXCO, WAEN
- Odotun Ajaye, Coordinator (West Africa), African Business Rountable
- Molaye Lalla, African Business Roundtable
- Dr Bola Kuferisi-Olubi, Phoenix Ocean Line
- Mr. P. A. Adegbayo, Ministry Of Cooperation & Integration in Africa
- Mrs. Abant S., Nigerian Investment Promotion Council
- Aguri Akusoba, ECOWAS Secretariat

Côte d'Ivoire

- Gérard Mangoua, CEO, Pharmacie
- Fogan Sossah, ECOBANK

Togo

- Jean Marie Noagbodji, MD, Café Informatique et Télécoms
- Assignon Kojo Vignor
- Martial Koukou –
- Kouasi Kouame –

Guinée Bissau

- Rui Ribeiro, exportateur de cajou /Exporter of Cashew

Guinée (Conakry)

- Mme Makélé Traoré Mara, CEO, SBI

- Ken Ofori-Atta, Databank
- Wiliam Tevie
- Chris Foli, Managing Director, NORPLANT GHANA LIMITED
- Gilles Moisah, Managing Director, Ghana Textile Printing
- Reginald Hansen-Thompson, Chief Executive, WAEN
- James Owusu-Bonsu, Chairman -VANEF LIMITED
- Korantema Darko, WAEN
- Tracey Duffey,
- Alexis Aning – Director EBAS , Ghana
- Joyce Acheampong, REAO/WAEN
- Emmanuel Quao, Research Officer, Ghana Export Promotion Council
- Grace Dzeble, Marketing Assistant, Ghana National Chamber of Comm. & Ind.
- Irene Mammah, Ministry of Economic Planning & Regional Cooperation
- Adu Amoako, Marketing Officer, Ghana Chamber Of Commerce & Industry
- Charles Peprah, Min. of Economic Planning & Regional Cooperation
- Emmanuel Yeboah, Planning Officer, Min. Of Economic Planning & Reg. Coop.
- David Larbi, Director, Ministry for Private Sector Devpt.
- E M Diawuo, Managing Director, Sonic Control & Engineering Services Ltd
- William Darfour, Reg. Manager, Chamber of Commerce & Industry
- Bart Armah, Senior Economist, IEA
- Akanboi Ayirebasia, Prin. Information Officer, Min. Of Econ. Planning & Reg. Coop.
- Helena Osei Frempong, Ghana National Chamber of Commerce & Industry
- Ruth Nyakotey, Ghana Investment Promotion Centre
- Sal. D. Amegavie, Ghana National Chamber of Commerce & Industry
- Theodore Markham, Chief Executive, T-MARK Trade Dev. Consulting
- Samuel Yaw Owusu, Asst. Director, Min of Foreign Affairs, Accra-Ghana
- Emmanuel Yartey, Africatra Company
- Irene Korsah, Vice-President - Ghana Chamber of Commerce
- Mensah Quarshie, Ghana Chamber of Commerce
- David Ashiagbor, Business Dev. Officer, Africa Project Dev. Facility – World Bank
- Daniel Hagan, Director/P.P.M.E. – Ministry of Trade & Industry
- Abigail Otu-Tawiah, Ghana National Chamber of Commerce & Industry
- Alhassan Abdula-Haruna, Ghana Chamber of Commerce
- Yaw Nyarko Mensah, Director, Min. of Trade & Industry
- Robert Van Otterdijk, Ministry of Economic Planning & Reg. Cooperation
- Rene Wright, Agro Industries Officer, F. A. O. - Ghana
- Yaw Nyarko-Mensah, Agricultural Policy Officer, F.A.O., Accra-Ghana
- Sqd Ldr. K Appiah-Kubi, Asst. Director, Ministry Of Foreign Affairs
- E. M. Diawuo, Research Officer, Ghana Export Promotion Council
- Susan Essitte, Managress, Sutik Textiles Co. Ltd.
- Christian Fole, Director, Ministry of Trade & Industry, Accra-Ghana

- Kofi B. Agyen, PSD Specialist, World Bank
- Alexis Aning,, Regional Director, EU-ACP Business Assist. Scheme (EBAS)

2 . Les représentants des 15 pays de la CEDEAO/Representatives of

Ecowas Countries

Gambia

- Ms. Ada Gaye, Principal industrial Economist, Department of State for Trade, Industry & Employment
- Mr. Mohamadou Njie, Director of Investment Promotion & Marketing,

Niger

- M. Hassane Hamani,, Directeur de l'integration, Minstere des Finances et de L'Economie
- Hima Hassane, Director du Development du secteur prive

Ghana

- Mrs. Irene Maamah, Ministry of Economic Planning & Regional Cooperation
- Mr. Emmanuel Yeboah, Ministry of Economic Planning & Regional Cooperation

Benin

- Mme. Pereira Soliat, Chef Service Affaires Administratives, Financieres, Politiques et
  Juridiques
- M. Hugues Zonanhoue, Directeur de Centre de Promotion & Investissement
- Jacques Franceirs Tokplo, Ecowas Investment Bank

Guinèe (Conakry)

- Mr Boubacar BAH
- Mrs Mabinty Conde

Côte d'Ivoire

Sibally Yohou Raymond, Ministry of Finance

Togo

- M..Komlavi Rowland
- Assinon Kojo Viguon
- Noaboji Yawo
- Robert Goose Hiera

Mali

- M. Cheick Oumar Cama,Conseiller Technique Minstere de l'industrie et du Commerce
- Ousmane Diallo, Delegation Integration Africaine

Burkina Faso

- Thomas Pale, Ministre pléipotentiaire, Minstre de la Coopération Régionale du Burkina Faso

CILSS

- Rasmané Ouédraogo

Wabnet

- Esinam Akyea-Djamso
- Mrs. Marilyn Efua Houa

3. Bailleurs Membres du Comité préparatoire

- **USAID**
  Charles Krakoff, Abt Associates, USA
  Wallace Tyner, Abt associates, USA
  Janell Kempel, Development Alternatives Inc., USA

- **Banque Mondiale/ World Bank**

  Marie Francoise Marie-Nelly
  Francois Nankobogo
  Jacques Morisset

  Albert Zeufack

  Gerard Byam

  Elke Krewzwiesei

  Maimouna Savane
  Brian Ngo
  Gerhard Tschannell
  Mohamed Wade
  Jean Michel Happi
  Dr Siele Silve

5. Canadian High Commission

- Mr Jonathan Arnold
- Mr Wayne A Mckenzie
- Linda Cote, Canadian International Aid Agency

- **CEDEAO/ ECOWAS**
  Franck Ofei
  Limane Barage
  Yaya Sow
  N Oshumare

- **UEMOA**

  Abdou Seyni

4. Universitaires, chercheurs, personnes ressources/Academics Researchers, Resource persons

- Moubarak Lo, Adira s.a
- Alioune Diagne, Adira s.a.
- Thierno Mbacké
- Babacar Diop
- Mor Talla Kane
- Cheilkh Oumar Tall
- Ibrahima Lo